



**MISSION DE PILOTAGE, D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL POUR LA
REALISATION DE LA DECLARATION FISCALE D'OCCUPATION ET DE
LOYER DES LOCAUX AFFECTES A L'HABITATION
CAHIER DES CHARGES**

Sommaire du cahier des charges

1. Introduction – Présentation de l'EPFIF.....	2
2. Présentation des modes de gestion et des principales caractéristiques du patrimoine de l'EPFIF (valeur 2023)	3
2.1 Le patrimoine hors ORCOD.....	3
2.2 Le patrimoine ORCOD	3
3. Contexte, objet et objectif de la mission	5
4. Contenu détaillé de la mission	6
1. Enrôlement dans la mission et assistance dans l'identification du mode de gestion.....	6
2. Renseignement d'une partie du fichier de la déclaration d'occupation.....	7
Le titulaire signalera les informations qui seraient manquantes ou incohérentes pour sollicitation de l'administrateur de biens compétent sur le périmètre.....	7
3. Pilotage et assistance dans le renseignement du fichier de la déclaration d'occupation	7
4. Pilotage et assistance dans le dépôt des fichiers de la déclaration d'occupation	8
5. Finalisation de la mission	8
5. Calendrier de la mission.....	8
6. Durée du marché.....	9
7. Organisation de la mission	9
8. Annexes	9

1. Introduction – Présentation de l'EPFIF

L'EPF d'Ile-de-France (EPFIF) est un établissement public à caractère industriel et commercial, créé par décret en date du 13 septembre 2006 et qui a fusionné avec les 3 EPF départementaux le 1er janvier 2016, dont la mission principale est de mobiliser du foncier dans le cadre de conventions d'interventions foncières conclues avec les collectivités franciliennes.

Dans le cadre de cette mission, l'EPFIF est amené à acquérir des biens immobiliers de toute nature par voie amiable, de préemption ou d'expropriation dont il assure le portage dans l'attente de la définition et de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement, au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

Il peut être amené à libérer les locaux en réalisant les évictions utiles et dans certains cas à démolir et dépolluer les emprises.

Les reventes aux opérateurs sont réalisées au prix de revient de l'EPFIF, soit le coût d'acquisition auquel s'ajoutent les éventuels travaux de requalification et les études et frais de portage assumés par l'Etablissement, déduction faite des recettes locatives, et ce sans actualisation et sans réimputation de frais de structure de l'EPFIF.

Entre l'acquisition du foncier brut et sa cession sous forme de foncier « prêt à l'emploi », l'EPF Ile-de-France assure une mission de transformation physique (déconstruction, dépollution) mais aussi de gestion intercalaire.

La politique constante de l'EPFIF est de faire occuper les biens lorsque que les conditions le permettent. Ainsi, l'EPFIF peut poursuivre l'occupation de biens acquis occupés ou les faire occuper à titre précaire et temporaire par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

D'une part ces occupations, à titre précaire, réduisent les frais de portage – gardiennage notamment – et génèrent des recettes qui sont imputées sur les bilans des opérations concernées, venant ainsi contribuer à maîtriser le coût du foncier. D'autre part, cette gestion dynamique des biens permet de répondre à des besoins, économiques et sociaux et plus largement à des enjeux d'intérêt général : accueil d'entreprises dans les locaux d'activité, logements, hébergement de populations en difficulté dans les logements, animations culturelles, recycleries associatives, activité d'économie sociale et solidaire.

La gestion des biens est pour une partie, déléguée à un administrateur de biens, dans le cadre d'un mandat de gestion immobilière dans le respect des dispositions de la loi n°70-9 du 2 janvier 1970, de son décret d'application n°72-678 du 20 juillet 1972 et des textes la complétant ou la modifiant.

Elle peut être confiée à la collectivité partenaire lorsqu'il s'agit d'une gestion simple de proximité (logements notamment), répondant à des besoins locaux ou alors prise en charge directement par l'EPFIF.

Par ailleurs, des dispositions législatives récentes (la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme rénové – loi ALUR) ont élargi le domaine de compétences des EPF aux opérations de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN).

Le rôle de l'EPFIF consiste à piloter cette opération foncière, c'est-à-dire à acquérir les logements, à assurer le portage tout au long de la définition du nouveau projet urbain avec les collectivités locales et mettre en place avec l'appui des services de l'État, l'accompagnement social nécessaire au cours des prochaines années.

Pour cette mission, l'EPFIF est secondé par d'autres marchés d'administration de biens, qui réalisent en son nom et pour son compte les opérations de gestion immobilière des lots de copropriété.

Des informations complémentaires sur les missions et l'organisation de l'EPFIF sont disponibles sur son site internet (<http://www.epfif.fr/>).

2. Présentation des modes de gestion et des principales caractéristiques du patrimoine de l'EPFIF (valeur 2023)

2.1 Le patrimoine hors ORCOD

Le patrimoine de l'EPFIF est de l'ordre de 2500 biens, toutes gestions et typologies confondues. Un bien pouvant être composé d'un ou plusieurs lots ; le nombre de lots est estimé à 7.000.

Pour en assurer la gestion pendant la durée de portage, l'EPF Ile-de-France a recours à différents modes de gestion :

- Gestion déléguée aux administrateurs de biens (ci-après gestion ADB) ;
- Gestion par la collectivité ;
- Gestion directe.

Au 1^{er} janvier 2024, environ 66% des biens en stock sont gérés par les administrateurs de biens, qui sont au nombre de trois. Le patrimoine en « gestion ville » concerne environ 18% des biens du stock, la gestion directe, environ 12%, outre les mécanismes contractuels de différés de jouissance, jouissances anticipées et les baux emphytéotiques et démembrements de propriété qui concerneraient environ 3% des biens du stock.

Comme indiqué ci-avant, l'EPF Ile-de-France est amené à acquérir des biens immobiliers de toute nature. Au 1^{er} janvier 2024, son stock de biens se répartissait principalement selon les typologies suivantes :

- Habitation pour près de 50% (dont plus de 35% de maisons individuelles) ;
- Terrains pour plus de 20% ;
- Entrepôts et hangars, pour plus de 15% ;
- Biens divers (parkings, biens monovalents...) pour 3%.

En plus du « stock » de biens acquis, il y a **un flux important** d'acquisitions et de cessions..

Le taux d'occupation des biens en gestion ADB est d'environ 35%, ce qui représente plus de 400 biens occupés et plus de 850 locataires, toute typologie de biens confondue ; la part des locataires d'habitations et parkings est estimée à environ 30%.

L'EPFIF s'appuie sur les reportings de ses administrateurs de biens ainsi que sur ses propres inventaires des actes d'acquisition et de cession pour disposer d'une information patrimoniale.

Au 31 octobre 2024, Augmentation de +/- 30% de taxes sur les logements vacants et de taxes d'habitation sur les logements vacants avec pour date de règlement le 15 décembre.

2.2 Le patrimoine ORCOD

Les ORCOD, créées par la loi ALUR, s'inscrivent dans le cadre d'un projet urbain et social visant à lutter contre l'indignité et la dégradation d'immeubles en copropriété. Ce nouveau cadre d'intervention doit permettre de mieux coordonner l'intervention publique sur les différents facteurs de dégradation des copropriétés, de la réhabilitation du bâti, au portage immobilier, en passant par des actions d'aménagement ou de lutte contre l'habitat indigne. Il doit également permettre de mieux coordonner l'intervention publique pour remédier aux situations sociales les plus critiques et tenter de rompre avec la spirale dépréciative à l'œuvre. Elles donnent lieu à une convention entre personnes publiques, signée en 2017.

L'État peut déclarer d'intérêt national, au sens de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme, une ORCOD, dont il définit le périmètre par décret en Conseil d'État, si l'opération présente notamment des enjeux

majeurs en matière d'habitat dégradé, une complexité de traitement particulière et nécessite de lourds investissements.

Pour les ORCOD d'intérêt national (ORCOD-IN) franciliennes, l'État désigne l'EPFIF comme pilote de l'opération, qui assure, à ce titre, les missions suivantes :

- Pilotage de la définition partenariale du projet urbain et de sa mise en œuvre dans le cadre d'une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- Pilotage du portage massif de lots au sein des copropriétés du secteur d'intervention, et du volet « accompagnement social » de cette action ;
- Suivi et pilotage des plans de sauvegarde dont l'EPFIF a la maîtrise d'ouvrage ;
- Contribution et coordination de la stratégie de relogement, sous l'égide de l'État ;
- Communication et concertation spécifiquement liées au projet, en lien avec la ville de Grigny, Grand Paris Sud et l'État ;
- Gestion administrative et financière de l'opération.

2.2.1 L' ORCOD-IN de Grigny 2

En réponse à l'état de dégradation de la copropriété de Grigny 2, et à la demande des collectivités locales et de l'État, le décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016 a déclaré d'intérêt National une Opération de Requalification de Copropriétés Dégradées (ORCOD-IN) sur le quartier de Grigny 2 et en a confié le pilotage à l'Établissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF).

Dans le cadre de son rôle de pilote de l'ORCOD IN Grigny 2, l'EPFIF intervient pour le compte de l'État, en étroite collaboration avec la Ville de Grigny et l'agglomération Grand Paris Sud.

2.2.2 L'ORCOD IN du Bas Clichy

Une dégradation progressive du cadre de vie et de logements est particulièrement notable sur le quartier du Bas Clichy (près de 4000 logements, dont les 9/10 en copropriétés).

Face à la situation de déqualification importante des copropriétés sur ce quartier et notamment des copropriétés du Chêne et de l'Etoile du Chêne Pointu (1520 logements), la mise en place d'un dispositif ambitieux permettant l'articulation d'interventions urbaine, immobilière et sociale de grande ampleur et la coordination de l'intervention publique sur les différents facteurs de dégradation des copropriétés, a été actée. Le décret n°2015-99 du 28 janvier 2015 a alors créé la **première ORCOD-IN en France** (Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées d'Intérêt National) sur le quartier du Bas Clichy à Clichy-sous-Bois et en a confié son pilotage à l'EPFIF.

Pour ce qui est du premier volet, l'EPFIF se porte actuellement acquéreur de lots de copropriétés occupés ou vacants, au sein du périmètre, principalement sur les copropriétés du Chêne et de l'Etoile du Chêne Pointu (secteur « cible »). **Le rythme d'acquisition est de 150 logements par an, et l'EPFIF possède actuellement près de 1500 logements.**

2.2.3 L'ORCOD IN de Villepinte

Le parc de la Noue est une très grande copropriété située à Villepinte, en Seine Saint Denis. Ses 757 logements, répartis dans 15 bâtiments, logent plus de 2 500 habitants. Cette copropriété concentre une population très modeste et connaît d'importantes difficultés : impayés de charge, absence d'investissement depuis plus de 30 ans, défaut de gestion des espaces extérieurs, désinvestissement des copropriétaires, difficultés du syndic à faire face aux impératifs de gestion d'un grand ensemble. Au regard de cette situation, une démarche de préfiguration d'ORCOD IN a été lancée en 2020 et a abouti le 20 mai 2021 à la signature du décret n°2021-628 déclarant d'intérêt national l'ORCOD du parc de la Noue à Villepinte.

Pour ce qui est du premier volet, l'EPFIF se porte actuellement acquéreur de lots de copropriétés occupés ou vacants, au sein du périmètre. **Le rythme d'acquisition pour les premières années de l'ORCOD est le suivant : une vingtaine en 2022, une trentaine en 2023 et 2024. Au total, sur la durée de l'ORCOD IN, le volume d'acquisition de logements par l'EPFIF pourra dépasser 200 logements en fonction du projet d'aménagement qui sera défini.**

2.2.4 L'ORCOD IN de Mantes La Jolie

Sur la base d'un rapport de préfiguration, remis par le préfet des Yvelines, en décembre 2016, à la Ministre du logement, le gouvernement a décidé de la création d'une ORCOD IN sur le quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie, déclarée d'intérêt national par le décret n° 2020-8 du 6 janvier 2020.

Le périmètre de l'ORCOD IN s'inscrit dans celui plus large du projet de renouvellement urbain (PRU) du Val Fourré dont le dossier et le financement ont été présentés en Comité d'Engagement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en septembre 2019. La phase de préfiguration du PRU a été pilotée par la communauté urbaine Grand Paris Seine Et Oise (GPS&O). Cette phase a permis l'élaboration d'un plan guide à l'échelle du quartier. Si l'EPFIF pilotera l'opération d'aménagement sur le périmètre de l'ORCOD IN, la Ville de Mantes-la-Jolie pourrait piloter la mise en œuvre du volet aménagement du PRU sur les autres secteurs du quartier.

Le Val Fourré compte 13 copropriétés historiques qui ont fait l'objet de nombreuses études et interventions publiques.

3. Contexte, objet et objectif de la mission

La taxe d'habitation sur les résidences principales a été supprimée à compter de l'année 2023 pour l'ensemble des personnes physiques et morales.

Les taxes d'habitation sur les résidences secondaires et sur les locaux vacants sont en revanche maintenues.

Pour permettre à l'administration fiscale de bien identifier les logements concernés par ces taxes qui subsistent, une **nouvelle obligation déclarative, codifiée à l'article 1418 du code général des impôts (CGI), a été mise en place en 2023**. Chaque propriétaire doit pour chacun de ses locaux affectés à l'habitation (y compris les locaux accessoires tels que les parkings, caves etc.), **indiquer à quel titre il les occupe et, s'il ne les occupe pas lui-même, préciser l'identité des occupants et la période d'occupation (situation au 1^{er} janvier), et ce avant le 1^{er} juillet de chaque année**.

Le service « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI), accessible depuis le site impots.gouv.fr, a donc été créé pour permettre aux propriétaires de réaliser leurs déclarations en ligne.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, un particulier doit déclarer l'occupation de ses biens en se connectant à son espace particulier sur le site impots.gouv.fr. Le service est également accessible aux personnes morales sur le site impots.gouv.fr en se connectant à leur espace professionnel puis en accédant au service « Gérer mes biens immobiliers ».

Pour les propriétaires de plus de 200 biens, la déclaration par fichier csv est obligatoire.

L'article 1770 terdecies du CGI dispose : « *la méconnaissance de l'obligation prévue à l'article 1418 entraîne l'application d'une amende de 150 € par local pour lequel les informations requises n'ont pas été communiquées à l'administration. La même amende est due en cas d'omission ou d'inexactitude. Cette amende n'est pas applicable lorsqu'il est fait application à raison des mêmes faits d'une autre amende ou majoration plus élevée.* » Sous réserve d'actualisation de l'administration fiscale.

A titre indicatif, l'année dernière, en 2024, le fichier initial csv pour la déclaration d'occupation comportait près de 10.700 lignes/locaux dont plus de la moitié concernait le patrimoine ORCOD-IN.

Une partie du fichier était préalablement renseignée par l'administration fiscale au moment du téléchargement, comprenant les dernières informations connues de sa part.

Pour ce qui concerne le patrimoine hors ORCOD (environ 4400 lignes/locaux), l'information de l'occupation est détenue par différents acteurs :

- les 3 ADB,
- Gestionnaires EPFIF ;
- Agences opérationnelles de l'EPFIF ;
- Collectivités.

Pour ce qui concerne le patrimoine ORCOD (environ 6 300 lignes/locaux) :

- Locaux correspondent à des logements en copropriétés (incluant caves et parkings), ou parkings en structure ou surface non associés à un logement. Ces biens sont situés dans les 4 communes en ORCOD-IN.

Pour 2025, le fichier initial csv pour la déclaration d'occupation comportera davantage de lignes suite aux évolutions demandées par l'administration fiscale.

Le fichier de déclaration est mis à jour tout au long de la campagne déclarative au fur et à mesure du traitement des transactions par les services de la publicité foncière.

A titre indicatif, un document comportant les en-têtes du fichier csv version 2024 complété pourra être communiqué à la demande.

En perspective de l'échéance prochaine de déclaration de la situation d'occupation et de loyer des locaux d'habitation (30 juin 2025), l'EPFIF souhaite se faire accompagner dans le pilotage et la réalisation de cette déclaration d'occupation pour répondre à cette obligation déclarative, notamment pour chaque ligne/local présente dans le fichier de déclaration csv, dans les délais.

Le fichier de déclaration est mis à jour tout au long de la campagne déclarative au fur et à mesure du traitement des transactions par les services de la publicité foncière.

Le cahier des charges de la déclaration d'occupation et de loyer par fichier, est annexé à la présente.

4. Contenu détaillé de la mission

1. Enrôlement dans la mission et assistance dans l'identification du mode de gestion

- Prendre connaissance des actions lancées par l'EPFIF par rapport au lancement de la campagne de déclaration d'occupation, de la documentation afférente, etc. pour prendre la suite et poursuivre ;

- S'approprier le fichier de déclaration, son fonctionnement, le cahier des charges de la déclaration d'occupation et de loyer par fichier de la DGFIP, etc. ;

Mener les recherches, lorsque le mode de gestion n'est pas identifié, en sollicitant les interlocuteurs adéquats interne à l'EPFIF et externe à l'organisation (collectivités), assurer le suivi des retours et mettre à jour au fur et à mesure le fichier une fois le mode de gestion identifié.

2. Renseignement d'une partie du fichier de la déclaration d'occupation

Le titulaire signalera les informations qui seraient manquantes ou incohérentes pour sollicitation de l'administrateur de biens compétent sur le périmètre.

2.1. Sur le périmètre des ORCOD de Clichy-sous-Bois, Villepinte et Mantes La Jolie, à partir des états locatifs transmis par l'administrateur de biens et d'une matrice cadastrale transmise par l'EPFIF et plus largement à partir de la documentation mise à disposition, le titulaire renseignera directement le fichier de la déclaration d'occupation.

2.2. Sur le périmètre hors ORCOD, le titulaire renseignera et alimentera directement le fichier de la déclaration d'occupation sur le portail DGFIP.

3. Pilotage et assistance dans le renseignement du fichier de la déclaration d'occupation

- Assurer le rôle de référent pour toute question ou besoin lié au fichier, que ce soit pour clarifier des points précis ou poser des questions sur les informations fournies. En cas de situations particulières ou complexes, le titulaire pourra solliciter le soutien de la direction de la gestion du patrimoine ;
- Piloter et assurer le suivi des retours de chaque interlocuteur destinataire (mettre en place et tenir un tableau de suivi, relancer, alerter et formuler des recommandations en cas d'absence de réponses après plusieurs relances, etc.) et des fichiers prêts à être déposés une fois contrôlés et validés ;
- Procéder directement au renseignement du tableau et à l'actualisation du tableau en fonction des informations transmises
- Assurer les contrôles de cohérence des fichiers complétés par les différents acteurs déclarants ; à défaut retourner le fichier en précisant les informations manquantes, incohérentes ou omises et mener toutes actions utiles et efficaces pour obtenir le fichier dûment complété, cf. point ci-dessous ;
- Mener toutes actions utiles et efficaces pour obtenir des fichiers dûment complétés (aiguiller/interroger par courriels, répondre à d'éventuelles questions, communiquer d'éventuels compléments d'instructions, proposer et tenir des réunions en présentiel ou distanciel avec le fichier etc.) et s'assurer de la traçabilité des échanges relatifs aux informations ;
- Assurer des contrôles de fond, à cibler, par exemples en cas d'indication de local présent à tort, à exclusion du champ d'application de l'obligation déclarative ou en cas d'informations qui interpellent et ainsi mettre en place une stratégie d'audit. Le titulaire portera une attention particulière au retour de l'administrateur de biens dont la typologie d'habitations n'est pas le type de biens qu'il gère majoritairement ;

- Préparer les éventuels retours et/ou interrogations à l'administration fiscale par le biais de la messagerie sécurisée ou des plateformes d'assistance téléphonique (par exemple pour les cas de figure spécifiques nécessitant une réponse spécifique de la DGFIP, de signalement de locaux présents à tort, à exclure du champ d'application de la déclaration d'occupation, ou en cas de difficultés de correspondance entre les bases, ou encore de locaux manquants etc.).

4. Pilotage et assistance dans le dépôt des fichiers de la déclaration d'occupation

- Organiser et définir la stratégie et le processus de dépôt des fichiers de déclaration dans GMBI ;
- Une fois les fichiers complétés, contrôlés et validés, le titulaire du marché déposera et transmettra les fichiers dans l'outil GMBI ;
- Assurer les phases de test des fichiers prêts à être déposés afin de traiter les anomalies bloquantes et les signalements qui auront été détectés et les traiter ;
- En cas de rejets du fichier déposé, que ce soit en phase test ou finale, analyser le rapport d'erreurs, identifier les informations et actions correctives, solliciter les interlocuteurs concernés (cf. point 2 ci-dessus.) plus largement assurer l'ensemble des traitements nécessaires pour purger les anomalies et parvenir à la réussite de chaque dépôt de fichier ;
- En cas d'anomalies identifiées postérieurement au dépôt du fichier, assurer la correction et mener l'ensemble des étapes pour permettre à l'EPFIF de re déposer le fichier corrigé avant la fin de la période déclarative.

5. Finalisation de la mission

- Remettre, outre l'archivage au fur et à mesure du déroulement de la mission des échanges, fichiers, pièces et documents justificatifs :
 - Version compilée de l'ensemble des fichiers déposés (onglet 1) et chaque fichier déposé pour le patrimoine hors ORCOD (onglets suivants) dans un seul fichier Excel
 - Version compilée de l'ensemble des fichiers déposés (onglet 1) et chaque fichier déposé pour le patrimoine ORCOD (onglets suivants) dans un autre seul fichier Excel
- Remettre le fichier de travail d'identification des modes de gestion, avec les modes de gestion totalement actualisés.
- Remettre un rapport synthétique de ses recommandations afin de préparer et faciliter la prochaine déclaration d'occupation et de loyer.

5. Calendrier de la mission

La mission pour 2025 débutera immédiatement après la désignation du titulaire à l'issue de la consultation. Concernant les missions de l'année N+1 et les suivantes, la date de démarrage sera fixée au 01/03, et prendra fin au plus tard dans le mois qui suit l'échéance fiscale (30/06) de chaque année, sous réserve de la réalisation de l'objectif d'un dépôt de l'ensemble des lignes/locaux du fichier de déclaration sauf à démontrer que, malgré tous les efforts et moyens déployés, cet objectif n'a pas pu être atteint intégralement en raison de circonstances indépendantes.

Etant précisé que le dépôt de l'ensemble des déclarations doit intervenir avant la fin de la campagne déclarative qui se termine le 30 juin sous réserve du calendrier fiscal de chaque année.

Par conséquent, ne pourront être exécutés après cette date et au plus tard jusqu'au 31 juillet de chaque année, que :

- La partie de la mission 5 nommée « Finalisation de la mission »,
- Les autres éléments de la mission si, à titre exceptionnel, un délai supplémentaire a été demandé et accordé par la DGFIP pour certains locaux.

La restitution de la partie de la mission nommée finalisation de la mission se fera au plus tard en date du 30 septembre de chaque année

6. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an. Il pourra être renouvelé 3 fois, annuellement par tacite reconduction pour 12 mois sans que sa durée totale n'excède 4 ans à compter de sa date de notification.

En cas de non-reconduction du marché, la décision du maître d'ouvrage devra être notifiée au titulaire par courrier deux mois avant l'échéance du marché.

7. Organisation de la mission

Le titulaire veille à mobiliser des ressources compétentes tout au long de la mission et sélectionne les profils les mieux adaptés pour son accomplissement.

Des référents au sein de la direction de la gestion du patrimoine et des ORCOD seront désignés comme interlocuteurs privilégiés du titulaire.

Le titulaire pourra s'appuyer sur :

- La cheffe de projet administratif de la DGP, essentiellement pour les recherches liées à l'identification des modes de gestion non connus ;
- Les référents de la DGP et ORCOD essentiellement pour la conduite de la mission et arbitrages ;
- La méthodologie, les documents, éléments et travaux réalisés notamment par les services de l'EPFIF l'année précédente, à titre purement indicatif.

Par ailleurs, tout au long de la mission, il est attendu du titulaire qu'il fasse preuve de proactivité, d'anticipation, d'alerte, de recommandations et de conseil en cas de besoin. Trois réunions sont prévues avec l'EPFIF, respectivement au lancement, en cours et à la clôture de la mission.

Le titulaire devra régulièrement rendre compte de l'avancement de la mission, notamment en mettant en place et en tenant à jour des indicateurs de suivi pertinents et adaptés aux différentes étapes. Ils seront définis, ainsi que leur fréquence, en accord avec la direction de la gestion du patrimoine et les ORCOD.

8. Annexes

Annexe 1 - Cahier des charges de la déclaration d'occupation et de loyer par fichier (N-1)